



Délégation Nationale aux études et argumentaires

Argumentaire

Les causes profondes de la guerilla urbaine et leurs remèdes

I - Etat de la situation.

1 - Près de **9 000 voitures incendiées** (8 810 au 15 novembre au matin, officiellement...).

2 - Plus de **100 bâtiments publics détruits**.

NB : Les apprentis-terroristes ont attaqué des commissariats, des crèches, des écoles et des églises (Lens, Sète et Denain).

3 - Il y a eu **2 838 interpellations** depuis le début des émeutes.

Il y a jusqu'à présent (15 novembre au matin) **593 mandats de dépôt** (détention provisoire) qui ont entraîné **375 condamnations** à la prison ferme.

NB : Sur les 2 838 interpellations, 120 concernent des étrangers.

La guérilla urbaine a touché toute la France (**300 villes** concernées). Les dégâts matériels s'élèveraient déjà à plus de 200 millions d'euros.

Pour le moment, **2 morts sont à déplorer parmi les civils** (victimes des émeutiers) et **125 blessés** parmi les forces de l'ordre et les pompiers.

II - Commentaires sur la situation

I - Echee de l'intégration

On assiste aux conséquences les plus violentes (jusqu'ici) de **l'échec complet de l'intégration** des populations immigrées venant du Maghreb et de l'Afrique Noire.

Les principales raisons recensées sont au nombre de trois mais proviennent toutes **d'une cause "première"** qui est la **politique d'immigration massive, non sélective et non maîtrisée pratiquée depuis plus de 30 ans.**

a - Une autonomie et une inactivité organisées par les subventions d'Etat

L'absence d'intégration d'au moins deux générations d'immigrés dans la vie économique, sociale et culturelle française, c'est en premier lieu l'échec de trente ans d'aveuglement de nos gouvernants successifs et de quinze ans de " Politique de la Ville ", d'inspiration socialiste, mais mise en œuvre aussi bien par la gauche que la fausse droite.

Les différents programmes de développement social des " **zones urbaines sensibles** " qu'ils prennent le nom de ZEP (Zones d'éducation prioritaires), de TUC (Travaux d'utilité collective), d'emplois-ville, d'emplois-jeunes, de zones franches, etc... ont englouti plus de 50 milliards d'euros depuis dix ans. Or, chaque année les dépenses n'ont fait qu'augmenter : en 1998, 3,7 milliards étaient affectés aux ZUS (Zones urbaines sensibles) pour 7,2 milliards prévus en 2006... Et c'est justement cette "Politique de la Ville" qui a eu des effets inverses de ceux escomptés : **les subventions de la discrimination positive ont permis et organisé durablement l'inactivité et l'auto-suffisance financière d'une partie importante de la population immigrée** par l'assistantat systématique (RMI, Allocations familiales, aides locales multiples : bourses scolaires, aides EDF,...) écartant définitivement celle-ci d'une réelle intégration économique par le travail !

b – Une économie parallèle ou souterraine

La **non-assimilation** des ces populations implique un enchaînement qu'il convient de mettre en exergue. Tout d'abord, les fameux " quartiers ", de plus en plus nombreux, deviennent de véritables **zones de non-droit** avec leur propre **autonomie : ethnique, culturelle, religieuse, juridique, économique, financière...** Et ces entités de plus en plus autonomes fonctionnent en tant que telles avec leurs " représentants " et leurs " médiateurs " qui entendent peu à peu " négocier " avec l'Etat. Les événements récents renforcent bien sûr ce phénomène " extra-légal " à grande échelle. Sur le plan économique et financier, les observateurs osent enfin dénoncer **l'économie " parallèle " ou souterraine qui gangrène les banlieues et les cités**. Elle se chiffre selon les estimations (INSEE et experts) à plusieurs dizaines de milliards d'euros... Cette économie parallèle regroupe des activités criminelles et de grande délinquance ainsi qu'une économie illicite (travail au noir principalement). Les trafics concernent : la résine de cannabis (haschisch), la cocaïne et l'héroïne, l'électronique (téléphones portables, jeux vidéos, téléviseurs), les véhicules volés, les faux-billets. Et il faut bien sûr ajouter au tableau la prostitution. Récemment, se sont rajoutées aux différents trafics, les escroqueries au logement et les mariages blancs...

Les "quartiers" sont ainsi plus ou moins "tenus" par le deal et l'argent sale. On a même pu établir une corrélation entre les quartiers où le trafic d'héroïne reste solidement encadré par les dealers et le peu de voitures incendiées ! Pour un enquêteur des GIR (Groupements d'intervention régionaux) du Val d'Oise, interviewé dans le journal "Aujourd'hui" du 13 novembre, les violences de ces derniers jours sont mauvaises pour le "business"... et les trafics en tout genre assureraient une certaine paix sociale ! Mais cercle vicieux, l'effet ghetto se renforce, isolant d'avantage les populations des cités.

c - Le facteur culturel et religieux, source d'isolement des populations immigrées et de rejet du modèle français

On ne peut passer sous silence cette troisième cause de non-intégration. Il est clair que les "jeunes" des banlieues sont loin d'être encore totalement embrigadés par les groupes islamistes et leurs imams les plus fanatiques (on se reportera aux actions de **récupération par l'islamisme** décrites dans le paragraphe 3). Mais la culture "arabe" et "musulmane" est très présente dans les "quartiers", même si elle est diffuse et parfois inconsciente. En particulier les **déficiences en matière d'éducation** de la part des parents et une certaine **volonté de domination** de la part des jeunes de la 3e génération sont inhérentes à un Islam déraciné et cependant prosélyte par nature.

2 – Mécanisme de partition

On assiste à l'**aboutissement d'un mécanisme** relativement identique à celui observé au Liban depuis 30 ans avec l'arrivée d'immigrés Palestiniens dans ce pays :

a – les nationaux de souche n'osent plus se rendre dans les quartiers immigrés.

b – La police, les pompiers, le SAMU sont eux-mêmes indésirables dans ces quartiers.

c – Face à la montée de la violence, le pouvoir politique est obligé d'avoir recours à des **autorités de substitution** pour faire régner l'ordre (milice palestinienne au Liban et médiateurs, représentants d'associations d'immigrés, imams -pour le moment- en France).

3 – Récupération par l'islamisme

Dans les pays étrangers, la presse écrite et audiovisuelle parle des **émeutes musulmanes** en France... C'est vrai dans la mesure où la quasi-totalité des émeutiers sont de confession musulmane. En revanche, la Guérilla urbaine n'a pas été déclenchée au nom de l'Islam (ses causes sont nombreuses et diffuses mais proviennent toutes au départ du phénomène **de non-assimilation de populations immigrées**). Cependant, le risque majeur aujourd'hui réside dans la récupération des Banlieues par les " Grands Frères " : soit les Caïds de la drogue et du banditisme, **soit surtout les minorités islamistes agissantes**. Il est à noter d'ailleurs que de nombreuses passerelles existent entre l'économie " souterraine " des banlieues et les imams...

Il importe de bien appréhender les différentes forces islamiques présentes sur notre sol. Elles sont principalement au nombre de quatre.

a – Les Frères Musulmans

Les Frères Musulmans sont fondés en France en 1983 par Ben Mensour, un étudiant tunisien et Zouheir, un ingénieur irakien. Ce groupement comporte un noyau dur, proche du mouvement de la tendance islamique du Cheick Maoulaoui ; sa notoriété vient du combat pour le voile qu'il avait soutenu dès 1989 à Creil. Ce courant a vu le jour en Egypte en 1927 pour dénoncer l'occidentalisation de la société. Très investis dans le milieu associatif, légitimant l'emprunt bancaire et de ce fait à l'origine de nombreuses opérations financières, les Frères Musulmans sont à l'origine de la création de l'Institut européen de Sciences humaines de Saint-Léger de Fougères en Bourgogne, qui a été largement financé par les Emirats du Golfe. Ils disposent d'une branche jeune, les Jeunes Musulmans de France, qui a le vent en

poupe, puisqu'elle a récolté **7% des voix aux élections du CROUS**. Les Frères Musulmans sont les initiateurs des **Journées des Musulmans de France au Bourget** qui rassemblent près de 50 000 musulmans, véritable "muslim-pride" à la française, qui est la principale manifestation de visibilité de l'Islam de France.

b – Le Tabligh (les "missionnaires d'Allah")

Très rigoriste sur le fond, c'est un courant auquel appartenait le **terroriste Moussaoui** (attentat du 11 septembre 2001 à New York). Deuxième grand mouvement islamique en France, le Tabligh fonde son action sur l'annonce du message (Da'Wa). Fondé par Ilyas en 1880, le Tabligh propose des stages d'initiations pratiques pour les adultes qui ont fait florès, à l'origine, auprès des travailleurs immigrés de la SONACOTRA. Ce mouvement a une existence légale depuis 1972, par le biais de l'**Association Foi et Pratique**. On peut les comparer aux Témoins de Jéhovah : ils font en effet du porte à porte, après avoir repéré les noms à consonnance arabe dans les annuaires, les boîtes aux lettres, les antennes paraboliques également. Il s'agit de cellules de militants très structurées, où il existe un orateur, le Moutakalim, qui sont chargées de convertir la population. Ce courant piétiste constitue réellement un sas vers l'islamisme radical, comme l'a montré l'itinéraire de **Khaled Kelkal**. Il s'agit souvent de lieux privilégiés de rabattage pour les militants prêts à l'action violente. Par le biais de compétition et de concurrence, les Tabligh sont véritablement **l'antichambre de l'intégrisme islamique**, recrutant principalement dans les quartiers difficiles des banlieues françaises. Plus **d'une centaine de mosquées** dépendent du Tabligh, dont la mosquée Omar, dans le 11^e arrondissement de Paris, où prêche l'imam Hamadi Hammami, président de Foi et Pratique. Lors de l'épisode du jet de la grenade lacrymogène à proximité de la mosquée Bilal de Clichy sous Bois, ce sont des membres du Tabligh qui sont intervenus pour ramener le calme en s'interposant entre les CRS et les incendiaires. Avec l'aval de la préfecture de Seine-Saint-Denis, de la mairie de Clichy et des forces de l'ordre. Nous sommes ici en pleine réalisation de la 3^e phase du mécanisme de "partition" des quartiers immigrés dépeint plus haut.

c – Les Salafistes

Troisième branche représentée en France, les Salafistes (de l'arabe "salaf" qui signifie prédécesseur). Leur but est d'imiter en tout point le prophète dans leur vie. De l'imiter au niveau de son apparence physique (sa barbe, par exemple), de ses gestes de tous les jours (boire de l'eau accroupi), de sa vie privée (le prophète était polygame). Ces salafistes ont influencé le Wahhabisme, véritable inspirateur de la monarchie saoudienne et également **d'Oussama Ben Laden**. On pourrait le trouver sympathique dans la mesure où leur souhait le plus cher, c'est l'Hijra, qui signifie la volonté de retourner dans un pays musulman ! En fait, leur ritualisme rigide plaît largement aux jeunes désœuvrés de nombreuses cités. Les Salafistes possèdent une branche radicale qui s'appelle **le Takfir**, mouvement égyptien qui signifie anathème et dont la branche algérienne est le tristement célèbre GIA. Ce courant veut excommunier toute la société qui ne pense pas comme lui ; il fut d'ailleurs à l'origine de l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate. Pour le Takfir, il existe un sixième

pillier de l'islam outre la profession de foi, la prière, le jeûne, l'aumône et le pèlerinage une fois dans sa vie à la Mecque, qui est le djihad, la guerre sainte. Utilisant des moyens extrêmement modernes, ils se battent à coup de " copier-coller " sur les forums d'Internet et conservent par ce biais une audience véritable. A la question : " - Quels sont les islamistes qui irriguent la société française avec le plus d'efficacité ? ", le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin répondait dans " Le Point " du 20 octobre 2005 : " Le salafisme offre une telle souplesse d'engagement qu'il est de loin le plus actif. L'activisme du Groupe islamiste de combat marocain (GICM) et celui du GSPC (Groupe salafiste armé) ne doivent pas être négligés ". D'après les Renseignements Généraux, les Salafistes sont environ 5 000 sur le territoire français et contrôlent **une quarantaine de mosquées**.

d – Le soufisme

Dernière branche présente en France, le soufisme. On les appelle ainsi car ils s'habillent en grande partie de tuniques de laine, "souf" en arabe. Ils sont représentés en France par les Turcs du Milligörüs, dirigé par le fameux Erbakan qui n'est autre que le neveu du président du parti islamiste interdit en Turquie en 2001.

Incontestablement, les événements survenus depuis le 29 octobre dernier marquent une étape capitale dans la désagrégation de l'Etat Français et la progression de l'islamisme radical en France : la non-assimilation des populations immigrées, d'une part, et le travail de terrain des organisations islamiques, d'autre part, favorisent le recul de la loi et des valeurs républicaines. En particulier, il est à noter que les concepts musulmans de " **charia** ", " **dhimmitude** " et " **oumma** " véhiculés par l'enseignement islamique fondamentaliste vont à l'encontre des principes de la République Française.

– la **laïcité** est battue en brèche par la volonté d'instaurer la **charia** (" loi islamique ") qui n'admet aucune séparation, ni distinction entre temporel et spirituel, politique et religieux.

– la **citoyenneté unique** (ou " universalisme républicain ") qui refuse toutes catégories parmi les citoyens (tout citoyen français a les mêmes droits et devoirs quels que soient son origine, son sexe, sa race, sa religion...) est en contradiction formelle avec le concept de **dhimmitude** qui réserve un statut particulier de " citoyen de deuxième zone " aux non-musulmans.

– la **souveraineté nationale** est également incompatible avec le concept de **oumma** (" communauté des croyants " ou internationale islamique) prêché par les imams et qui fait qu'un Musulman français se sent plus proche d'un Musulman étranger qu'un Français non-musulman...

L'internationalisme islamique refuse ainsi les frontières nationales.

Pour mémoire, citons le **Rapport Obin** (Juin 2004 – Inspection Générale de l'Education Nationale) qui dénonce les avancées de l'islamisme dans les écoles (extraits : "... *Le développement des signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires ne semble être que la conséquence, ou plutôt la partie scolairement visible, d'une dynamique plus vaste souvent récente, parfois brutale*". "... *Un grand nombre d'élèves d'origine maghrébine, Français voire issus de parents français, la majorité sans doute dans*

certains établissements, se vivent comme étrangers à la communauté nationale, opposant à tout propos deux catégories : “les Français” et “nous”. Se revendiquant hier, lorsqu’on les interrogeait, d’une identité “arabe”, ils se revendiquent de plus en plus souvent d’une identité “musulmane”. Beaucoup de collégiens, interrogés sur leur nationalité, répondent de nos jours “musulmane”. Si on les informe qu’ils sont Français, ils répliquent que c’est impossible puisqu’ils sont musulmans !”) et le **Rapport Denécé** (2005) qui décrit la montée de l’islamisme dans les entreprises. Y. Daoudal dans “NH” du 20 octobre 2005 rapporte ce qu’Eric Denécé a découvert dans les entreprises : une “*poussée islamiste*” par le biais d’un “*prosélytisme militant et contestataire*”. Celui-ci décrit trois étapes : un prosélytisme activiste, la prise de contrôle de structures de salariés dans l’établissement par les musulmans, et la remise en question des règles de fonctionnement pour imposer les valeurs islamistes.

III – Les solutions qu’ils proposent

A part l’**Etat d’urgence** décrété par Villepin (qui avait été demandé par le Front National 5 jours avant sa mise en place...) et l’**Apprentissage à 14 ans** (mesure phare du FN depuis des années !), le gouvernement persiste à appliquer des mesures inopérantes et inefficaces (**Politique de la Ville** et discrimination positive) et des mesures carrément suicidaires (**suppression de la " double peine "** qui met, aujourd’hui, en porte-à-faux Sarkozy qui veut soi disant expulser les 120 étrangers responsables de violence, **droit de vote aux immigrés** pour les élections locales et européennes, **remise en cause de la loi de 1905** pour financer l’Islam, etc...).

IV – Les solutions que nous proposons

1 – Faire respecter l’ordre sur la moindre parcelle du territoire national.

- **Expulsion des 16 000 étrangers incarcérés** actuellement, par transfèrement, prévu par le droit international.

- **Déchéance de la nationalité** pour les naturalisés ou les double-nationaux coupables de crimes ou délits.

- **Mise en cause de la responsabilité civile des parents** des mineurs délinquants (art. 1384 du Code Civil), si nécessaire sur les allocations familiales.

- **Rétablissement de la peine de mort.**

- **Mandat donné aux forces de police et de gendarmerie de riposter, d’aller arrêter les meneurs, et de désarmer les groupes maffieux et islamiques** dans les banlieues (neutralisation de toutes les caches d’armes et arrestations des responsables).

2 – Arrêter toute immigration incontrôlée.

- Suppression du **Regroupement familial**.

- Réforme du **Code de la Nationalité**.

- Application du principe de **Préférence Nationale** pour toutes les aides sociales.

- **Imputation du coût des rapatriements** d’illégaux sur les budgets de la coopération.

3 – Enrayer la montée de l’Islamisme en France, incompatible avec l’unité nationale et les valeurs de la République.

- **Refus de la communautarisation** dénoncée par les Rapports Obin et Denécé et favorisée par la création du CFCM et de la Fondation pour les Œuvres Musulmanes.

- **Arrêt de toute mesure de Discrimination positive** (ou " mobilité sociale " !) et **suppression de l’économie d’assistanat et d’inactivité généralisés**, mise en place depuis 20 ans qui a justement créé la situation actuelle de blocage et de non-assimilation des populations immigrées d’Afrique du Nord et d’Afrique Noire.